

GENÈVE

# LE RÉVEIL

## anarchiste

ÉDIFICATION ET ADMINISTRATION :

Rue des Savoises, 6  
GENÈVE

PARAIT TOUS LES QUINZE JOURS

Le numéro : 15 centimes

SUISSE ET UNION POSTALE

Abonnement : Une année, fr. 5 -  
Six mois, fr. 2,50

## Fronts populaires

Fin malheureuse.

En France, le Front populaire est décadé; c'est le Front national qui le remplace. La découverte de la grande conspiration, du haut patronat et de la finance contre la République, l'incroyable série de crimes fascistes, l'évidente complicité de Hitler et Mussolini fournissant de grandes quantités d'armes en vue d'un soulèvement réactionnaire, les complaisances coupables nullement douteuses de certains fonctionnaires et officiers et non les moindres — tout cela, bien que le grand public à vrai dire l'ait accueilli avec une certaine indifférence, ne saurait être remué davantage à fond et il fallait s'assurer qu'il ne le soit pas, d'où l'exclusion du gouvernement des socialistes et communistes, malgré toute la passivité et la modération dont ils ont pu faire preuve. MM. Blum et consorts ne peuvent vraiment pas dire d'avoir fini en beauté. Le Front populaire se termine d'une façon aussi lamentable que le fameux Cartel des gauches d'Herriot.

Socialistes et communistes, en auraient-ils l'envie, ne pourraient faire de l'opposition. Leur politique étrangère, financière, militaire, coloniale a été en tout identique à celle des précédents gouvernements bourgeois. Quant aux fameuses réformes sociales, elles se trouvent déjà bien amoindries et vont l'être encore davantage sous prétexte de réajustement. Une fois de plus le politiciantisme socialiste aboutit à une impasse, le forçant à passer la main. C'était prévu, et il ne saurait en être autrement sans l'intervention de l'action directe populaire.

Les alliances.

Bakounine, en polémique avec Marx, fait ces réflexions à propos des alliances politiques :

*Ce ne sera pas la première fois que des hommes habiles, raisonnables, préconisateurs de choses pratiques et possibles, seront reconnus pour des utopistes, et que ceux qu'on appelle utopistes, aujourd'hui, seront reconnus pour des hommes pratiques le lendemain. L'absurdité du système marxien consiste précisément dans cette espérance qu'en rétrécissant le programme socialiste outre mesure pour le faire accepter par les bourgeois radicaux, il transformera ces derniers en des serviteurs inconscients et involontaires de la révolution sociale. C'est là une grande erreur; toutes les expériences de l'histoire nous démontrent qu'une alliance conclue entre deux différents partis tourne toujours au profit du parti le plus rétrograde; cette alliance affaiblit nécessairement le plus avancé, en amoindissant, en faussant son programme, en détruisant sa force morale, sa confiance en lui-même; tandis que lorsqu'un parti rétrograde ment, il se trouve toujours et plus que jamais dans sa vérité. L'exemple de Mazzini qui, malgré sa rigidité républicaine, a passé toute sa vie en transactions avec la monarchie et qui, avec tout son génie, a fini toujours par en être la dupe, cet exemple ne doit pas être perdu pour nous. Quant à moi, je n'hésite pas à dire que toutes les coquetteries marxiennes avec le radicalisme, soit réformiste, soit révolutionnaire, des bourgeois, ne peuvent avoir d'autres résultats que la démoralisation et la désorganisation de la puissance naissante du prolétariat, et par conséquent une consolidation nouvelle de la puissance établie des bourgeois.*

Voilà qui paraît écrit aujourd'hui pour les Fronts populaires, même pour ceux dont l'élément socialiste est numériquement de beaucoup supérieur à l'élément bourgeois.

Triste expérience.

Chacun admirera l'aisance avec laquelle les radicaux bourgeois ont jeté par-dessus bord socialistes et communistes pourtant

deux fois plus nombreux. Mais il n'est pas même concevable que ces derniers puissent se défaire des radicaux. Une solide majorité bourgeoise, fascistes et fascistes compris, l'aurait immédiatement empêché. C'est dire que même sous le ministère à direction socialiste, c'est une politique consentie par la bourgeoisie et partant nullement socialiste qui devait se faire et qui, en réalité, a été faite.

C'est ainsi que M. Blum a été le triste inventeur de la « non-intervention », dans laquelle il s'est d'autant plus obstiné que l'intervention italo-allemande devenait plus massive, meurtrière et dangereuse pour la France même. Quelle aubaine pour les gens de la City de pouvoir dicter leurs ordres à un ministre socialiste! Et combien Eden a eu la riposte facile, lorsque, accusé par l'opposition travailliste de faire une politique réactionnaire, il a déclaré ne faire que la même politique de gauche du Front populaire français! Quel soufflet et quelle honte pour ce dernier!

Encore une malheureuse expérience, dont après celle d'Herriot, on aurait pu se passer. La victoire électorale de mai 1936, avec toutes les promesses faites pour l'obtenir, n'a rien sauvé et tout compromis. Maintenant, si les socialistes et communistes se séparaient de leurs alliés de la veille, Chautemps aurait la ressource de s'appuyer toujours plus à droite, et ne manquerait pas de le faire. Un nouveau Poincaré pourrait même être trouvé pour le reléguer au second plan, comme ce fut le cas pour Herriot. Les politiciens sont toujours davantage les hommes de leur classe que de leur parti.

Le Parti communiste.

Le rôle de ce dernier a été des plus équivoques et en imposant aux socialistes de ne pas accepter une combinaison ministérielle, sans eux, les communistes ont admirablement favorisé le jeu des ennemis de ce Front populaire, dont ils ne cessent de se réclamer.

Rappelons qu'en juin 1936, les communistes, instamment priés de faire partie du ministère Blum, se sont défilés et n'en ont rien voulu. Attitude incompréhensible, car si quelque chose est possible, c'est bien au début, à la faveur de l'enthousiasme d'une victoire même électorale. Plus tard, tout se tasse, et l'on revient tout simplement à l'*ordinaria amministrazione*, comme disent les Italiens. Administration, bien entendu, qui ne saurait être que bourgeoise.

Comme toujours les stalinien, au lieu de prêter leur appui immédiatement, pensaient se réserver pour se présenter comme des sauveurs, une fois la situation aggravée. C'est ainsi qu'ils ont agi, par exemple, en Espagne. L'aide apportée par eux en octobre, aurait eu une toute autre valeur fin juillet et premiers jours d'août. Passons.

En France le calcul s'est trouvé archifaux. Lorsque Blum dut céder la main à Chautemps, ils offrirent leur concours qui fut brutalement refusé. A plus forte raison, devait-il en être ainsi avec le deuxième ministère Chautemps, qui se proposait d'élargir sa base bourgeoise sur la proposition même de Blum.

Nous nous excusons d'entretenir nos lecteurs de cette écœurante politiciannerie, mais c'est qu'elle n'en a pas moins une signification nettement antiouvrière. Ce n'est pas pour rien que M. Gignoux, le chef de l'Association patronale française, a témoigné sa sympathie au nouveau gouvernement.

Front populaire espagnol.

Rappelons aussi l'histoire de ce Front. La victoire électorale obtenue, socialistes et communistes furent invités à participer au nouveau gouvernement avec les républicains bourgeois. Ils s'y refusèrent, les communistes en raison de leur attitude toujours louche; les socialistes avec Largo Caballero du fait d'être alors dans les meilleurs termes avec les communistes. Le but ne pouvait être évidemment que de laisser les républicains s'user au pouvoir et les remplacer ensuite.

Les républicains s'usèrent si bien et firent preuve de si peu de clairvoyance et d'énergie que le prononciamiento de juillet 1936 devint possible, avec toutes ses tragiques conséquences. Socialistes et communistes qui s'étaient refusés de prendre leur part de responsabilité dans le gouvernement de Front populaire, qui ont trahi ainsi le mandat dont ils avaient demandé aux électeurs de les investir ne sont pas moins responsables de la terrible catastrophe que l'Espagne endure depuis un an et demi.

Tout le monde des politiciens fut sauvé d'un écrasement immédiat par l'intervention de la foule ouvrière et paysanne restée en dehors du Front populaire. Et cette foule est aujourd'hui traitée presque en ennemie, après la restauration du régime bourgeois accomplie avec le concours des stalinien et des socialistes.

Or, une question angoissante se pose. En France, où l'élément libertaire est bien moins nombreux qu'en Espagne, si l'insurrection factieuse de longue main préparée avait pu éclater, y aurait-il eu une force populaire capable de se dresser et de résister au fascisme? Tout danger n'est sans doute pas écarté, tant que le fascisme ne sera pas entièrement vaincu en Espagne, et c'est pourquoi une telle question reste posée. Le pacifisme bélant ne suffirait sans doute pas à la résoudre. L. B.

## HAN RYNER

Né à Nemours, en Algérie, le 7 décembre 1861, de parents catalans des environs de Perpignan, Han Ryner, depuis son premier roman *Chair vaincue*, publié en 1889, jusqu'à son dernier livre, *L'Eglise devant ses juges* (1), a produit une œuvre écrite considérable comprenant une soixantaine d'ouvrages, poésie, roman, théâtre, philosophie, à laquelle il faut ajouter un ample labeur de conférencier.

Han Ryner subit mille persécutions ridicules et une longue conspiration du silence tramée contre ses écrits, empêcha son œuvre de se répandre.

Mais une pensée aussi pure, sincère et désintéressée ne peut rester éternellement méconnue. Sous l'impulsion d'une jeunesse ardente et généreuse, conduite par Rosny aîné, Han Ryner s'est vu acclamer en 1922 « Prince des Conteurs philosophiques français ». C'était la digne consécration d'un noble talent chez un artiste indépendant, dont l'œuvre originale ne cesse d'être captivante.

On est séduit par sa pensée à la fois délicate et généreuse, lorsqu'on s'aventure à parcourir le vaste jardin littéraire et philosophique qu'il a créé. La lecture de ses œuvres exalte notre goût de la vérité, et notre animosité envers les dogmes.

Le respect de la pensée d'autrui et de la personnalité de chacun est la principale caractéristique de la philosophie rynerienne. Ennemi du dogme quel qu'il soit, philosophique ou religieux, protestant ou catholique, « qui affirme en dehors du domaine de l'affirmation et restreint la liberté du rêve ». Han Ryner hait bien plus encore les imposteurs qui s'en réclament, que la religion elle-même, et ce sont ceux qu'il raille, cyniquement parfois, avec toute la verve sarcastique de son probe talent d'artiste.

Han Ryner est un « de ces esprits indépendants qui ne sauraient être définis d'un mot ». Chercheur solitaire, il n'est le porte-parole d'aucune secte et d'aucun groupe. Libre-penseur, il ne peut être rangé parmi les rationalistes purs; mais on ne peut qu'apprécier la plus vive sympathie pour la liberté et la largeur de ses vues.

Une dernière citation nous fera pleinement saisir la pensée qu'il nourrit envers les religions :

*Dieu, je ne suis pas sûr de ton existence, et si tu es, je ne sais ni ce que tu es, ni ce*

(1) Editions de l'Idée libre.

Suspendre tout envoi  
d'argent à notre adresse  
de la Suisse ou de  
l'étranger par mandats  
ou chèques postaux

*que tu veux. Tes interprètes, par quel moyen en savent-ils plus que moi? S'ils affirment quand je doute, c'est que les uns ont la sincérité de l'écho, mais que les autres ont l'ambition de me conduire et l'avidité de m'exploiter.*

Léon Treich, dans le journal *Le Soir* du 9 janvier 1938, invoquant dans son « Carnet Parisien » la noble figure que fut cet « anarchiste paisible, pacifique », relate ces quelques traits de sa vie qui nous le fait encore plus aimer :

*Le pauvre Han Ryner n'était au reste nullement un homme d'argent: comment l'aurait-il été? Il avait vécu, toujours, loin des caisses où se donnent les grasses subventions et loin aussi du public, qui dore parfois les hommes de lettres.*

Plus loin il ajoute :

*Il était avant tout plein de mépris pour ceux qui ne tenaient point le livre, le papier imprimé pour le seul but d'une vie digne d'être vécue. Lui, qui n'avait jamais eu d'autre dieu.*

Cet exemple de vie, pleine de sagesse, doit être un enseignement pour les jeunes qui font métier d'écrire; pour les autres, les arrivés et les jouisseurs, une giflette merveilleusement envoyée sur leur face de muflle.

Mais comme Han Ryner me l'écrivait jadis :

*L'histoire d'un écrivain, c'est son œuvre. Et quelle ait été plus ou moins contrariée par les circonstances, qu'importe? S'il y a quelques fleurs, on les respire; quelques fruits, on s'en nourrit; il n'y a pas grand intérêt à savoir si l'arbre a subi plus ou moins de vent et si des maladroits ou des malintentionnés ont cassé quelques-unes de ses branches. Le résultat compte seul.*

Cette haute probité du grand écrivain, dont l'œuvre tout entière est une protestation éloquente contre le dogmatisme et l'autorité, qui en tant de domaines a persécuté et continue à vouloir entraver la libre pensée humaine, fait que sa pensée survivra en nous comme celle d'un « des rares hommes de cette époque de sous-hommes ».

HEM DAY.

## BOMBARDEMENTS

*Les plus odieux massacres de femmes, d'enfants et de populations désarmées continuent en Espagne avec un crescendo effrayant. La chrétienté n'en paraît pas le moins du monde émue, lorsqu'elle n'applaudit pas sans autre. Il s'est trouvé une canaille de cardinal avec tout l'épiscopat espagnol pour affirmer que le martyrologe infligé à tout un peuple devait être accepté comme une bénédiction divine!*

*Le monde du travail ne paraît guère s'émouvoir outre mesure. Les millions d'adhérents aux différentes Internationales sont frappés de paralysie; il y a bien eu quelques rares protestations mais pour les Chinois, les Espagnols peuvent continuer à être bombardés autant et plus; en laissant faire, les Etats démocratiques sauvent la paix!*

*Il y a chez les peuples une inconscience déconcertante des dangers qui les menacent. Deux grandes guerres ravagent déjà le monde et nulle grande vague de fond ne vient imposer à ceux qui le pourraient de faire cesser la boucherie. Un pacifisme ridicule continue à déclamer contre une guerre future, fermant les yeux sur celles en cours et ne faisant rien de pratique et d'énergique contre les pires massacres.*

*Cette accoutumance à l'infamie, au crime, à la trahison, à la foi mentie est le fait des hautes classes, mères d'une presse immonde et d'une tourbe d'agents de l'Eglise et de l'Etat. Tant qu'elles ne seront pas frappées et éliminées définitivement le monde pataugera dans la boue et dans le sang. Il faudra se le dire et bien s'en pénétrer afin d'amener le soulèvement salutaire.*

## Cahier d'un milicien dans les rangs de la C.N.T.-F.A.I.

(Suite.)

Dans notre groupe, le moral flotte un peu. Quatre Suisses sont partis, malades ou démoralisés. Pianta ne peut supporter les privations, étant à peine remis de la fièvre typhoïde et il s'en va avec Chevalier, qui souffre de nouveau de sa blessure. Grimaldi doit se faire opérer et part aussi. Gerber, qui était dans un autre groupe, vient nous rejoindre et nous égayer un peu. Sellès se plaint, ses blessures s'étant réouvertes et il nous quittera avec Monnier, très malade aussi.

Il y a plus de trois mois que nous n'avons pas eu de permission et la relève ne vient pas. J'ai beau dire: Tout va bien! mais tout va mal et je commence aussi à être démoralisé. Serra fait tout son possible pour m'encourager, mais il n'arrive pas à me convaincre. Les vivres deviennent aussi rares que la munition. Je souffre depuis quelque temps de violents maux de tête, ce qui ne contribue pas à guérir le moral. Un jour, peu après midi, un camarade se trompe de chemin et se fait mitrailler par les fascistes. Nous assistons impuissants à sa course folle d'un tas de paille à un autre, et c'est miracle qu'il réussisse à nous rejoindre sans une blessure. C'est Monnier qui revient, ne pouvant rester à l'ambulance suisse, faute de place. Cette émotion l'a complètement ébranlé et il reprend à nouveau mal. Je demande pour lui au Comité s'il serait possible d'avoir de temps en temps une boîte de lait, car ce n'est pas avec des patates et de l'eau qu'il se guérira. Impossible, il n'y en a pas, seuls les officiers et leurs femmes peuvent en obtenir en promenant leurs galons à l'arrière.

Ceci me dégoûte complètement et me décide à m'en aller. Je pars donc avec Monnier et je réclame ma permission au Comité du Castillo Malatesta, qui me l'accorde ayant cent jours de front. A l'ambulance, je retrouve la majorité de mes camarades de section; ils n'ont pu aller plus loin sans donner leur démission du Bataillon Italien.

Le lendemain, à Vicen, Bifolchi me refuse ainsi qu'à Monnier, qui a une ordonnance du docteur, la feuille de route pour Barcelone. Il nous envoie à la division à Abero Baio, où j'accepte enfin de démissionner du Bataillon Italien, mais aussi de la Milice, car je ne tiens pas à être un légionnaire courbé sous des lois draconiennes.

Enfin nous partons pour Granen pour y prendre le train. J'ai le bonheur de trouver dans ce village mes camarades espagnols du cimetière et ils insistent pour que je passe dans leur village où, paraît-il, leur collectivisation a fait de gros progrès. Ils me parlent aussi de leur désenchantement au sujet de la militarisation, mais leur lieutenant, un ami du village, n'a pas changé ses anciennes habitudes, ce qui est pour eux une consolation. Nous passons la nuit avec eux et prenons le train à 5 heures du matin après leur avoir fait la promesse de passer chez eux. Nous descendons à Lérída, où nous n'avons pas de peine à obtenir une passe pour Torrente-de-Cinca. Un car nous transporte jusqu'à Fraga, village pittoresque au bord de la Cinca; je parlerai plus loin des conditions de logement de cette localité. Nous avons la chance de trouver une automobile qui va dans cette direction, ce qui nous économisera beaucoup de temps. Enfin nous arrivons et l'auto s'arrête devant le bâtiment de la C.N.T.

Les membres du Comité ayant été avertis par leurs camarades, me reconnaissent aussitôt et après une courte discussion une franche amitié me lie à ces braves paysans. Ils nous proposent une petite investigation dans le village et je commence par entrer dans la maison d'en face, où le rez-de-chaussée a été transformé en un vaste salon de coiffure. Nous profitons de l'occasion pour nous faire couper les cheveux ainsi que notre barbe, vieille de plusieurs semaines. Beaucoup de paysans sont là, attendant leur tour et ils sourient en me voyant sortir mon portemonnaie pour payer, l'argent n'ayant plus cours dans le village. Le pourboire est aussi refusé et il nous est conseillé de ne pas insister. Frais comme des roses, nous poursuivons notre promenade, étonnés de la propreté qui règne dans la rue comme autour des bâtiments. Nous pénétrons dans un bâtiment fraîchement repeint. Des céréales soigneusement entassées occupent la vaste salle du rez-de-chaussée. Nous prenons l'escalier qui conduit au premier étage. Une agréable odeur d'épicerie flotte dans cette pièce qui est de même grandeur que la précédente. Là encore, ce sont des provisions de toutes sortes, des sacs rangés en longues files. Des comptoirs occupent la partie la mieux éclairée. Derrière ces comptoirs, de vastes rayons sont chargés de produits divers, méticuleusement classés. Deux jeunes Aragonaises, belles comme le jour, servent aux nombreux clients les produits demandés. Je suis étou-

né de voir que tous sont porteurs de carnets et je pose quelques questions à mes guides.

— Ne craignez-vous pas une recrudescence d'employés de bureau pour un tel contrôle?

— Non, pour le moment le contrôle est fait volontairement par les membres de la collectivité, en dehors de leurs heures de travaux habituels. Le manque de certains produits nous oblige aujourd'hui à tenir une statistique journalière, permettant ainsi une répartition égale à tous, afin qu'une partie des habitants ne souffre pas de la trop forte consommation de l'autre. Plusieurs produits, par exemple les oranges, amandes, noix, figues, dattes, pommes de terre et divers légumes ne sont pas contrôlés et chacun peut en obtenir à volonté. Demandez et regardez un de ces carnets.

Je m'approche d'un petit garçon et lui demande de bien vouloir m'y laisser jeter les yeux un instant. Sur la couverture, les nom et prénom de la famille, le nombre des adultes et des enfants. Plusieurs pages sont déjà couvertes par l'écriture et le sceau du contrôle. Le détail de tous les produits délivrés y est inscrit, sauf ceux qui peuvent être pris à volonté. Je redonne le livret au petit garçon qui s'en va portant sur la tête sa corbeille pleine de commissions.

Nous goûtons à divers produits, liqueurs, vins et cigarettes. Le tout me fait énormément plaisir et je reste stupéfait d'autant d'initiative, d'organisation de la part de ces paysans pour la plupart complètement illettrés. Nous sortons et montons la rue qui mène à l'église, immense construction qui domine tout le village. Elle n'a pas été brûlée, mais de nombreuses transformations y ont été faites. Ses ornements religieux ont été enlevés, la salle principale sert de dépôt pour les machines agricoles et pour tout l'outillage des divers corps de métiers de la collectivité. Du donjon, haut d'une cinquantaine de mètres, la vue s'étend sur toute la région et des travaux pour y placer des mitrailleuses sont déjà achevés.

(A suivre.)

Albert MINNIG.

## Les 80 ans de Sébastien Faure

A l'occasion des 80 ans de notre camarade Sébastien Faure, ses amis, ses admirateurs, ses disciples de plusieurs générations, ont voulu dans la plus stricte intimité fêter avec lui la date de sa naissance, 7 janvier. Ce fut une soirée de fraternelle solidarité pour témoigner, sans le moindre esprit d'idolâtrie, la reconnaissance que le mouvement anarchiste doit à ce compagnon, qui a tout donné au développement de nos principes: sa grande intelligence, sa parole magnifique, sa persévérance dans la lutte, sa droiture, avec une profondeur de conviction qui a fini par imposer le respect, même à ses plus grands adversaires et ennemis.

Plus de cent personnes ont répondu à l'appel et autour de notre Sébastien, elles ont communiqué dans une même et sincère affection pour le grand vétéran de notre propagande, pour le meilleur de nos militants, pour le bon ouvrier de notre cause à tous.

Toute l'Union Anarchiste était présente: la rédaction du *Libertaire*, les groupes des Jeunesses libertaires, le comité de la S.I.A., plusieurs camarades espagnols, Emillienne Durutti et la rédaction de la *Nouvelle Espagne Antifasciste*, Guiraud, secrétaire de l'Union des syndicats de la région parisienne, des personnalités littéraires et politiques, comme Georges Pioch, Aurèle Patorni, Guérin, etc.

Lecoin préside, et donne la parole à Frémont, secrétaire de l'U.A., qui dit sa grande joie de se trouver à côté de son maître, de son aîné, de celui qui, il y a déjà 42 ans, a fondé, avec Louise Michel, le *Libertaire*, le plus vieil organe de l'anarchisme français, qui a enregistré l'écho de tant de batailles et activités sans relâche de notre Sébastien.

Après Frémont, c'est le tour de Guiraud, qui exprime son contentement de se trouver ce soir à la table de Sébastien, qui le guida à ses premiers pas dans l'arène sociale. C'est en écoutant ses conférences et en lisant ses articles dans les revues et journaux qu'il fut gagné au mouvement syndical à tendance libertaire, car, affirme-t-il, le syndicalisme sans liberté c'est la dictature, c'est la négation de l'émancipation humaine.

Lucien Huard succède à Guiraud et sa parole sincère et enflammée, au nom de tous les anarchistes présents ou non, remercie en Faure le lutteur infatigable, le guide sans peur de toutes les bonnes batailles, l'homme intègre de l'idéalisme le plus pur, l'Anarchie.

La parole est alors à Sébastien, qui, plein d'émotion, remercie les camarades de la manifestation dont il est l'objet. S'il est profondément touché par cette preuve de sympathie à son égard, il ne veut pourtant pas d'une place d'honneur ou privilégiée

parmi nous, parce qu'il s'est toujours considéré comme l'égal des autres, n'ayant fait que son devoir de militant, et ne valant pas davantage que l'obscur ouvrier qui donne à l'anarchisme tout ce qu'il peut, modestement et dans le silence.

Donc, dit-il, vous ne me devez aucune reconnaissance, tandis que c'est moi qui dois tout au mouvement et à l'anarchisme, à cette idée lumineuse qui m'a procuré, même dans les défaites et persécutions, les joies grandioses du cœur, de la pensée et du sentiment.

Et si j'ai été anarchiste depuis ma lointaine jeunesse, si je le suis et le resterai jusqu'à mon dernier souffle, c'est parce que l'anarchisme m'a porté à l'amour de la liberté et à la haine de la tyrannie, ne doutant jamais de mes convictions qui me permettaient d'entrevoir l'humanité vivante dans la paix et la bonté, dans l'entraide et la solidarité. Comment ne pas rester anarchiste hier, aujourd'hui et demain, lorsqu'on aime la justice et la vérité? C'est ainsi que celui qui est venu à l'anarchisme avec ses solides fondements ne saurait jamais se dédire, et ceux qui sont passés de l'autre côté de la barricade ont cru être des anarchistes ou ils avaient l'illusion de l'être, mais en réalité ils ne l'ont jamais été dans les faits, ni par les convictions.

« Aimez-vous les uns les autres », prêchent les imposteurs de toutes les églises depuis deux mille ans, mais les églises sont toujours alliées aux privilégiés de la terre pour l'exploitation et l'écrasement des travailleurs, pour servir la guerre et le fascisme. C'est donc une formule qui n'a de valeur que dans notre bouche, car vouloir la véritable fraternité, c'est travailler comme nous franchement et sincèrement à l'aboutissement d'une société sans dieu, ni maître.

C'est sur ces mots que Faure termine son allocution.

Charles d'Avray réjouit ensuite la soirée avec ses chansons révolutionnaires, accueillies, cela va sans dire, par les plus vibrants applaudissements.

Pioch, arrivé un peu en retard, tient quand même à adresser sa parole amicale à Sébastien et dans une envolée pleine d'ardeur sentimentale, dit son admiration à son ami de toujours, à son compagnon de lutte, qu'il a toujours retrouvé au poste de combat, là où la justice était bafouée, la liberté menacée. Faure, c'est l'histoire d'un demi-siècle de mouvement anarchiste, c'est l'homme de bon sens et d'équilibre qui jamais n'a fléchi, c'est l'homme intègre et rectiligne qu'il tient ce soir à embrasser et saluer.

Moment d'indicible émotion et d'enthousiasme, toute la salle debout applaudit à tout rompre.

Encore des chants, des déclamations, des souhaits, et cette amicale et fraternelle soirée prend fin et laissera un inoubliable souvenir.

Paris, 8.I.38.

D. L.

## Annemasse

Mardi soir 11 janvier, notre camarade Dautreuil, du *Libertaire*, exposa, à Annemasse, les arguments anarchistes contre la politique stalinienne de la « main tendue ». Cette conférence (contradictoire), annoncée deux jours auparavant seulement, avait attiré la foule, n'en déplaise à nos journaux patriotes: le Cinéma Moderne était en effet comble.

Dans cette petite note, je voudrais uniquement attirer l'attention sur les procédés « démocratiques » des « meilleurs ». Au début de la séance, un bureau ad hoc est proposé par notre camarade. Immédiatement grand branle-bas de combat chez les communistes, troupe de choc au complet. Ces messieurs désiraient partager le podium avec nos copains. Ce fut un véritable assaut. Dautreuil, sans perdre son sang-froid, fit voter la salle et deux communistes s'installèrent, dont un à la présidence. Et voilà. L'auditoire aura pu faire aisément la comparaison entre les « démocrates » et les libertaires. Je passe sur la causerie de notre ami, émaillée de faits précis et de citations et j'en arrive à la réplique communiste. Faut-il répéter les attaques contre l'anarchisme « nébuleux » et sa « révolution qui viendra peut-être une fois »? Est-il besoin de redire ces phrases démagogiques qui veulent être des sentences définitives? Faut-il retracer la défense de la position du communisme (position dictée par la politique du nationalisme de Staline)? En bref, une élucubration qui tenait le milieu entre un discours de président de république à un bal de charité et un appel aux électeurs.

Inutile d'ajouter que les contradictions du disciple de Staline facilitèrent grandement la tâche de Dautreuil dans sa duplique.

Si au début de la soirée il put y avoir flottement dans l'attitude de l'auditoire, il faut dire, sans être taxé d'optimisme, qu'il était en grande majorité de notre côté au lever de la séance. Et pourtant les anar-

## Compte de chèques bloqué

Nous avons adressé cette réponse à la Direction des Postes de Genève:

Monsieur le Directeur,

La mesure prise à notre égard est évidemment arbitraire. Nous ne devons de l'argent à personne, pas plus aux autorités qu'aux privés et il n'y a ainsi aucune raison de « bloquer » notre avoir.

Nous ne pouvons que prévenir nos correspondants de suspendre des versements que nous ne sommes plus sûrs de pouvoir toucher, sans qu'aucune infraction à l'arrêté fédéral des 14-26 août 1936 puisse être invoquée contre nous. Nous ne sommes ni des prévenus ni des condamnés à la suite d'une accusation précise et n'avons ainsi aucune justification à fournir. Vous nous obligerez en nous informant dès le rétablissement du service régulier de notre compte de chèques.

Veillez agréer, Monsieur le Directeur, nos salutations les plus cordiales.

L. BERTONI.

Nous croyons inutile d'engager des pourparlers avec nos autorités. La mesure prise à notre égard est si basse et révoltante qu'elle ne peut évidemment servir de base à une tractation. Nous laissons le chantage sans réponse, dans l'espoir, peut-être illusoire, qu'il ne se changera pas en escroquerie.

La haine de nos maîtres à l'égard de la République espagnole est quelque chose qui confond et humilie en quelque sorte. Ce n'est pas flatteur de se dire que nous sommes soumis à des hommes à la mentalité haineuse au point, non seulement de ne pas protester pour des milliers de victimes innocentes, comme devrait le faire la Croix-Rouge — gloire suisse pourtant! — mais de vouloir empêcher qu'il leur soit porté secours. Et le nôtre n'est, hélas! qu'un bien pauvre et petit secours. Mais si petit qu'il soit, nos autorités en sont préoccupées et ont cherché à nous créer des difficultés. A remarquer qu'il nous eût été bien facile de ne publier aucune souscription et d'envoyer un reçu pour chaque versement, mais nous tenions à affirmer ouvertement notre solidarité et le droit de l'exercer.

Le Conseil Général de la S.I.A. nous télégraphie de Barcelone en date du 22 courant:

*Apprenons mesures inouïes, vexations dont vous êtes objet. Affirmons solidarité gratitude des ouvriers espagnols. Fraternellement vôtres.*

La Suisse continue à jouir malgré tout d'une renommée de libéralisme entièrement disparu. Certes, nous ne subissons pas encore les brutalités et les violences en honneur dans les pays fascistes, mais les autorités en font entièrement à leur guise en matière de libertés d'association, de réunion, de presse, etc. Le chef du Département de Police du canton de Vaud a pu déclarer qu'il ne tolérerait pas que l'on adopte ou héberge des enfants espagnols et rares furent les protestations. Un certain nombre de communistes se trouvent depuis des semaines et des mois en prison, non seulement pour recrutement de volontaires proprement dits, mais aussi pour avoir favorisé l'importation de ces volontaires, ce qui peut mener bien loin. A ce titre-là les ambulances suisses qui se trouvent sur le front républicain ne devraient pas soigner les blessés et les malades suisses, car de toutes les faveurs la leur est bien la plus grande. C'est dire, à part toute autre considération, que nos autorités tombent dans l'absurde.

Nous sommes touchés des mots de sympathie que nos camarades espagnols nous ont adressés, quelque peu honteux d'avoir fait si peu pour eux. Malheureusement la neutralité suisse n'a pas été comprise comme au cours de la grande guerre, et si l'on ajoute certaines mesures prises par le gouvernement espagnol lui-même, tout paraît s'être ligé pour rendre difficile une large aide, ce qui n'empêche pas nos gouvernants de la trouver excessive.

En avant, quand même! Le peuple espagnol, à travers son martyre, nous fournit une leçon d'héroïsme et d'action révolutionnaires qui resteront dans l'histoire. Nous nous sentons fiers d'être avec lui et d'en partager le grand espoir. Cela nous arrache aux mesquineries dont nous pouvons être abreuvés et nous élève dans une atmosphère supérieure d'œuvre émancipatrice et de solidarité humaine.

chistes se présentaient à Annemasse pour la première fois.

Ah! j'oubliais encore un petit détail piquant. Au moment de compter la recette, le communiste qui avait présidé nous en demanda sans bégayer la moitié. Pas la peine de se frapper, n'est-ce pas? Il en reçut le quart, ce qui correspondait à peu près aux entrées payées par les communistes. Ce geste des anarchistes est à noter et à retenir: nous pourrions le rappeler un jour aux « démocrates ».

X.

## Genève

## Police fédérale.

Notre dernière réunion du Groupe a été surveillée par quatre agents. Nous nous sommes demandé ce qu'ils pensaient bien découvrir. Le but est évidemment d'intimider ceux qui voudraient y assister et éventuellement de mettre la main sur des camarades étrangers de passage venant nous rendre visite. Ce ne fut pas le cas ce soir-là.

Il y a eu aussi des filatures inexplicables de camarades archiconnus. C'est tout simplement grotesque.

La police fédérale, chargée soi-disant de surveiller les agents de l'étranger, devrait à cet effet s'occuper surtout des fascistes et nazistes et des organisations « nationales » suisses qui travaillent en parfait accord avec eux. Mais de ce triste monde, elle ne s'en occupe éventuellement que pour le protéger au cours de ses provocations.

Rappelons que pour les quelques coups de poing que les provocateurs fascistes avaient encaissés lors de la manifestation du Premier Mai, s'étant obstinés au passage du cortège à faire le salut à la fasciste pendant un bon moment, il y eut une enquête avec confrontations qui dura huit mois. Si le contraire s'était produit au cours d'une manifestation « nationale », presse et juges se seraient trouvés d'accord pour parler d'une « leçon bien méritée ».

## Leur justice.

Et puisque nous parlons de justice il n'est peut-être pas inutile de signaler qu'à la suite de la déconfiture de la Banque d'Escompte, l'organe socialiste ayant dénoncé une louche affaire menée par cette Banque en Italie fasciste, un procès en dommages-intérêts lui fut intenté. Or, bien que le jugement du Tribunal reconnaisse que la dite affaire révélait bien des irrégularités, *Le Travail* fut condamné. C'était nettement signifier que les financiers sont tabous, lors même que leur filouterie est prouvée. Défense absolue de relever les dessous de la finance.

## Règlement et humanité.

Les employés des chemins de fer suisses sont connus pour leur amabilité et leur obligeance. C'est pourquoi nous sommes étonnés des scènes qu'un camarade nous signale et qui se sont passées à la gare de Cornavin. Lorsqu'il fait un froid vif, comme ce fut le cas ces temps derniers, il arrive que de pauvres diables se rendent à la salle d'attente pour se chauffer. Nous avons vu la salle d'attente de la gare de Zurich en hiver: bondée de personnes qui en majorité n'étaient pas des voyageurs. Les employés la traversaient en s'assurant simplement que la propreté et la tranquillité n'en souffraient pas. Or, il paraît qu'un inspecteur de notre gare, au lieu de faire preuve de bon sens et d'humanité, chasse d'une façon particulièrement brutale ceux qui viennent se chauffer un instant, au grand étonnement des voyageurs suisses et étrangers et des personnes attendant l'arrivée de leurs parents et connaissances.

Nous ignorons si un règlement bien précis impose cette rigueur, mais les règlements aussi doivent être appliqués avec tact et bonté. Nous ne croyons pas trop exiger en demandant qu'il en soit ainsi.

A preuve que les règlements ne sont pas tout, rappelons l'obstruction exercée par les cheminots italiens. Il y a une trentaine d'années, pour faire aboutir quelques revendications écartées par la direction. Chacun s'étant muni du livre contenant l'ensemble des règlements s'acharnait à les appliquer à la lettre et dans tous leurs détails. Il arriva, qu'à cause d'un personnel insuffisant et une application aussi littérale et minutieuse, le service se trouvait obstrué. La preuve était faite de la souplesse nécessaire à toute règle et que l'initiative et la bonne volonté individuelles sont indispensables au fonctionnement de toute entreprise. Les seuls règlements à appliquer rigoureusement sont ceux visant à éviter tout danger et dommage. Et personne ne saurait souffrir de savoir momentanément à l'abri du froid quelques-uns de nos semblables.

## Conférence fasciste.

Sous prétexte de commémorer la mort d'un fasciste décédé d'une simple attaque cardiaque, cinq cents fascistes genevois et étrangers ont tenu une réunion pour sommer la Suisse de se retirer de la Société des Nations et de se mettre aux ordres de Rome et de Berlin, comme le font déjà nos nationalistes les plus farouches.

Nous ne réclamons aucune restriction de la liberté pour personne, mais il n'en est pas moins bon de rappeler que toute réunion faite par des éléments démocratiques et nullement révolutionnaires est soumise à tout un ensemble de conditions et de restrictions, surtout en ce qui concerne la politique et les autorités locales et d'autres pays. Par contre tout est permis au fascisme, sans qu'aucune autorité n'intervienne.

Ajoutons qu'il y a quelques années, lorsque les groupements avancés se livraient à quelques attaques à la Société des Nations et à ses Etats membres, il leur fut intimé

d'avoir à cesser toute critique contraire aux devoirs de l'hospitalité et à la bonne entente internationale.

Depuis lors les fascistes ont pu manifester contre les sanctions, bafouer grossièrement la Société des Nations, poursuivre odieusement le Négus, troubler une réunion de l'Assemblée, grâce à la protection de M. Motta lui-même, qui a fait rapporter l'expulsion cantonale des journalistes fascistes, lâches insulteurs assurés à l'avance de l'impunité.

Et tandis qu'autrefois nos autogités se montraient fort préoccupées du fait que la Société des Nations pût s'en aller de Genève, aujourd'hui les fascistes réclament ouvertement qu'elle en soit chassée sans être inquiétés. Tout cela, dirait le jésuite Motta, parce que la Suisse ne peut adhérer à une lutte d'idéologies, après avoir fait sienne l'idéologie fasciste, qui, chacun le sait, interdit sous peine d'emprisonnement d'en professer une autre, d'où suppression en vérité de toute lutte.

## PRESSE ESPAGNOLE

## Défense d'afficher.

A nos oreilles, retentissent encore les appels en faveur de l'esthétique urbaine, enjoignant aux travailleurs de cesser leur propagande murale. La discrétion d'abord, le bon goût ensuite l'exigeaient. Ce n'était pas bien du tout que les façades des immeubles paraissent tous les matins tapissées d'affiches multicolores, lors même qu'elles viseraient à répandre des principes sains et des pratiques nécessaires à obtenir la victoire. Le prolétariat n'avait pas à se livrer à ces expansions de propagande, car le bon tact réclamait plus de mesure dans l'exhibition des aspirations du peuple.

Tous ces appels à la prudence parurent si justes que la réponse fut l'abstention absolue de toute propagande murale. A la suite de quoi les façades de la capitale commencèrent à être libres de tout revêtement polychrome; tous les édifices perdirent leur habit d'Arlequin et la cité parut un jour normale et sévère, ainsi qu'il convient à une ville à laquelle sont confiés tant et d'aussi importants intérêts en ce moment.

Toutefois la perpétuelle nudité des façades a fort peu duré. Il arriva que peu à peu les affiches se sont multipliées et qu'aujourd'hui, grâce à cette multiplication, Barcelone se présente aux yeux des visiteurs avec les couleurs d'auparavant. Il n'y a qu'une seule différence, c'est que les affiches d'aujourd'hui sont pour le compte de ceux qui élevaient hautement leur protestation contre la propagande des travailleurs, de ceux, en un mot, qui lançaient les appels à la discrétion en faveur de l'esthétique urbaine.

Pour tout le reste, c'est la même chose: affiches sans compter, bandes à profusion, écriteaux en abondance. Preuve évidente, en somme, que ce n'était pas un souci d'esthétique qui inspirait les appels, et que blâmer l'affichage ne veut pas dire proscrire sa propre affiche. (Solidaridad Obrera.)

## Le travail comme fonction sociale au delà de l'individualisme et du corporatisme.

Nulle révolution ne peut être considérée victorieuse, si elle ne réalise pas de profondes réformes et d'audacieux progrès sur le terrain économique et social. Les révolutions de notre temps se réalisent particulièrement en matière économique. A travers les expériences séculaires, il a été prouvé que les grands problèmes de la Société ne changent presque pas, si l'on se borne à réaliser de nouvelles formes d'organisation politique — les plus libres et avancées comprises — sans toucher aux relations de classe et à l'activité productrice.

Toutes les écoles révolutionnaires modernes ont préconisé l'élimination du parasitisme, la destruction du monopole privé des richesses, le droit pour les travailleurs de disposer des moyens de production. Et ces revendications, dans les limites consenties par les circonstances et par la capacité de notre classe travailleuse, ont été appliquées en Espagne antifasciste, comme conséquence logique de la chute ou de la trahison d'une partie de l'ancienne classe patronale.

On a de même réalisé, ensuite, un des grands idéaux socialistes. Le monopole privé, ou classiste, des richesses et des instruments de travail a reçu un coup mortel. Et avec lui ont disparu en grande partie la vieille forme de salariat, l'exploitation de l'homme par l'homme, la servitude du producteur considéré hier comme une machine humaine. C'était la réponse nécessaire à un peuple rebelle à la tentative fasciste, puisque le fascisme vise non seulement à empêcher le progrès de la classe travailleuse, mais aussi à anéantir toutes ses conquêtes faites depuis la révolution démocratique.

Toutefois, le résultat obtenu par la classe travailleuse espagnole depuis juillet 1936 ne peut, d'aucune manière, être considéré

comme définitif. Le fait en soi de la conquête de l'appareil de production ne peut satisfaire les idéaux propres au prolétariat militant, ni suffire aux nécessités du pays, ni acheminer à un système social supérieur, s'il ne s'appuie pas à une nouvelle conception de la mission historique de la classe travailleuse, pour une nouvelle conception de la plus essentielle et la plus noble des activités humaines: le travail.

L'un des aspects le plus caduc des antiquités civilisations dépassées — ou que nous visons à dépasser — c'est leur conception absurde, mesquine et égoïste du travail. Ce n'est pas pour rien que le travail fut toujours considéré comme un châtement de Dieu. L'esclave de l'antiquité, le serf du moyen âge, le prolétaire moderne, ont travaillé aux ordres du maître, et leur tâche n'avait pour objet unique que d'obéir à la volonté d'autrui et gagner ainsi le pain quotidien. Les autres classes qui, sans être strictement productrices, ont développé ou usurpé des fonctions se rattachant à l'économie, comme le commerçant, le patron directeur, etc., ne se faisaient aussi du travail qu'une conception personnelle, puisqu'ils ne poursuivaient d'autre but que leur convenance.

Notre révolution serait une révolution tronquée, fautive et prédestinée à l'échec, si elle ne détruisait pas l'idée que le travail est une malédiction, ou un simple moyen de lucre personnel (ou de groupe, ce qui serait la même chose) aux frais des autres. L'atavisme, les vices et préjugés hérités du capitalisme, peuvent engendrer les mêmes maux en remplaçant l'entrepreneur individuel par l'entreprise collective qui — comme celui-là — aurait comme seul but le profit, comme norme unique la convenance, comme moyen unique la compétition avec tous leurs effets sociaux et économiques désastreux.

L'idée socialiste vise à beaucoup plus qu'à convertir les salariés d'hier en copropriétaires et coadministrateurs des richesses. Elle vise à réaliser la « conception sociale du travail ». Tout membre de l'ensemble social doit obtenir ce qu'il faut à ses besoins et à son amélioration, non pas en lutte contre les autres, mais à travers une stricte coordination d'activités, une harmonie générale dictée par ce but élevé: le bien-être de tous et le constant progrès social.

Le travail dans une société nouvelle fut ainsi conçu par tous les penseurs de la Révolution. La Confédération Nationale du Travail d'Espagne ne renonce pas à cette aspiration grandiose. Son Congrès économique de Valence poursuit précisément ce but. Dans le cadre des moyens évolutifs qui sont les plus appropriés en économie, sans « sauts dans l'inconnu », mais fermement, les travailleurs confédérés veulent transformer le travail en fonction sociale, en éliminant tout résidu d'individualisme ou de corporatisme. Ce propos marquera ses bienfaisants effets dans tous les domaines de la nouvelle économie révolutionnaire. Nous irons vers la suppression de l'égoïsme et du lucre, vers la satisfaction des nécessités collectives, vers une plus large solidarité effective entre les producteurs.

Travailler pour le bien de tous, produire seulement l'utile pour tous, jouir sur un pied d'égalité avec tous des fruits du travail.

Voilà ce que veut notre prolétariat confédéral. (Solidaridad Obrera.)

## Un contresens.

Les journaux étrangers, qui nous sont parvenus dernièrement, offrent généralement à nos yeux un tableau enchanteur, puisque tous — quelle que soit leur nuance — s'accordent à reconnaître la valeur de notre armée et les raisons qu'a le gouvernement espagnol de faire face au mouvement factieux.

Il y a néanmoins quelques-uns de ces journaux, parmi lesquels plusieurs qui se réclament de la démocratie, qui parallèlement aux éloges à notre armée et à la juste cause de l'Espagne loyale, expriment quelques avis défavorables sur nos organisations ouvrières. Ce qui est non seulement injuste, mais un contresens. Cette armée, qui a obtenu tant de succès et doit en obtenir encore, est née précisément de ces organisations ouvrières anathématisées. La raison qui soutient nos éléments dirigeants dans leur défense contre l'invasion barbare est la raison identique de ces travailleurs qui n'ont cessé d'être des travailleurs, bien que les circonstances les aient forcés à échanger les outils avec le fusil.

Chercher à séparer notre armée et ce qu'elle défend héroïquement des organisations ouvrières, c'est comme prétendre constituer des entités sans causes et sans effets. La raison de notre défense contre la réaction s'appuie principalement sur ces groupements ouvriers. Il y a donc un manque total de logique à les attaquer, alors qu'on exalte ce qui découle directement d'eux.

C'est là le dernier et le plus criant contresens que nous offre la presse étrangère.

(Solidaridad Obrera.)

## Sans appuyer...

\* D'une intéressante brochure sur « Le syndicalisme et les problèmes actuels », de F. Beaubois, nous détachons ces lignes qui, bien que concernant le syndicalisme français, peuvent s'appliquer à celui de chez nous:

*Le syndicalisme est aujourd'hui victime de la crise économique, comme il fut en 1914 victime de la guerre. Dans les deux cas, la force de résistance lui a manqué. Le syndicalisme de 1936 en est venu à la collaboration des classes, parce qu'il n'a vu, comme solution possible des problèmes actuels, que le renouveau du capitalisme, la renaissance économique, le retour à la prospérité d'autrefois.*

Oui, on a trop tendance à voir une solution dans ce qui n'est, en somme, que la prospérité de l'exploitation. Certes, les travailleurs sont les seules victimes de la crise économique; ils crévent de misère, alors que les privilégiés du capitalisme vivent dans l'opulence et la surproduction créée par le déséquilibre existant entre la production et la consommation. Mais le syndicalisme devrait se donner encore une autre tâche que celle de payer des secours de chômage et soupiner après une reprise des affaires. Car les crises économiques ne peuvent que se succéder à un rythme toujours plus accéléré. Alors, l'éducation syndicale doit rentrer dans la ligne, et incruster dans la cervelle des travailleurs que seule la reprise par eux des moyens de production et d'échange leur assurera une vie digne et exempte de misère. Et cette éducation doit-elle se faire même au prix de quelque refroidissement dans les rapports avec les organisations patronales.

\* Il y aurait beaucoup à écrire sur les dessous de la politique française en général et du Front populaire en particulier. Dessous pas très ragoutants, puisque politiques. Chaque parti du Rassemblement fait état de sa loyauté, c'est-à-dire que chaque parti se sent plus ou moins propre. Mais il y a lieu de marquer l'attitude des radicaux. A la Chambre, ils votent Front populaire, et au Sénat ils renversent le même Front populaire. Et à ce que nous sachions, ces sénateurs n'ont pas été rappelés à la discipline et à la parole donnée par leur parti. Il leur est donc loisible de continuer leur jeu et de se moquer du verdict du peuple, grâce à la complicité même des chefs qui se réclament des élections de mai 1936. En net, cela signifie que toute réforme de structure se briserait contre l'hostilité radicale du Sénat et qu'il ne saurait être question de la réalisation des grands points du programme du Rassemblement populaire. Après l'expérience du Cartel de 1924, celle du Front populaire de 1936 sombre devant les hommes au service des puissances d'argent.

\* La victoire du Front populaire souleva de grandes espérances et surtout de grandes illusions. Basée sur les beaux mots de Pain, Paix et Liberté, elle signifiait pour chacun de ses artisans la mise des puissances d'argent sous la tutelle populaire et la suppression du patronat divin, deux choses indispensables pour assurer la trinité qui avait uni les partis de gauche. Pour plusieurs raisons, cela ne pouvait être. D'abord parce qu'à la Chambre, surtout parmi les élus du Front populaire, la finance et le patronat ont trop de représentants et défenseurs avoués ou non. Chautemps lui-même se démasqua en provoquant sa propre chute par un incident dont il avait prévu le résultat. Mais il y avait encore le Sénat, où l'on ne peut entrer qu'ayant atteint au moins l'âge canonique, l'âge où les professionnels de la politique peuvent sans rougir se livrer à tous les reniements. Le Sénat a fait tomber Blum et lors de la dernière crise gouvernementale, des radicaux se plaisaient à affirmer que la Haute-Assemblée n'accepterait pas un cabinet où entreraient des socialistes et des communistes. Ainsi le « souverain » électeur du suffrage universel est mis en botte par les vieux birbes du suffrage restreint.

\* On a voté à Zurich pour l'élection d'un conseiller d'Etat. Au deuxième tour de scrutin, le candidat socialiste a été élu contre son adversaire bourgeois. Et l'organe socialiste genevois de crier victoire sur tous les tons et annonçant un tournant dans la politique suisse. Décidément, on aimeurrer le peuple. A Genève, en 1933, la conquête du Conseil d'Etat par les socialistes avait été claironnée comme le commencement de la fin. Pendant trois ans, nos socialistes ont fait de la bonne administration bourgeoise, soigné les intérêts bourgeois et, au terme de leur mandat ils furent liquidés par 24,000 voix contre 16,000. Ils se gardèrent de rappeler ce qu'ils avaient dit et écrit lors de leur nomination. Ceux qui depuis des décades triomphent bruyamment parce qu'un des leurs décroche une place de conseiller d'Etat ou de conseiller municipal ne sont pas difficiles. Mais nous osons espérer que leur bêtise ne va pas jusqu'à penser que le régime bourgeois se trouve ébranlé par la présence éphémère ou permanente de quelques socialistes dans les conseils.

## LES CAGOUARDS gens d'ordre !

Cette association de véritables malfaiteurs qu'il y a deux ou trois mois la presse bien-pensante tournait en ridicule, cette association qui s'intitule elle-même: *Comité secret d'action révolutionnaire*, et qui avait pour but de défendre les institutions républicaines menacées (*sic*), pendant presque une année et demie a travaillé criminellement, réhabilitant le fascisme de la première heure et le dépassant même en lâcheté, en ignominie, en scélératesse.

Que de fois avons-nous entendu par la bouche de Français de n'importe quelle nuance politique et religieuse que le fascisme, cette peste qui bientôt aura contaminé le monde entier, n'était possible qu'en Italie arriérée ou en Allemagne, toujours barbare et féodale, mais non pas en France, terre des révolutions et des droits de l'homme?

Eh! bien, les faits donnent malheureusement un démenti à cet optimisme, en même temps qu'ils nous attristent, car la classe ouvrière, devant ce vaste mouvement de terrorisme officiel et officieux qui la menace, ne réagit pas immédiatement et paraît ne pas s'apercevoir du danger qui la guette. Et pourtant il y a déjà eu des morts! Cela arrive avec cinq millions d'organisés syndicalement et un mouvement politique de Front populaire disposant d'une armée de plusieurs millions de votants, capables, seulement, on le voit, de laisser préparer et exécuter au cours d'une année et demie de gouvernement, malgré tout l'appareil policier et judiciaire à sa disposition, assassinats, bombardements, armements, destructions, violations, méfaits sans nom.

Les bombes de l'Etoile qu'on voulait à tout prix attribuer aux anarchistes en arrêtant l'innocent Fiamberti et notre bon Pasotti, témoignent de la capacité criminelle du patronat français, engageant une lutte à mort contre le prolétariat encore et toujours trompé par ses bergers, prêts à toutes les compromissions, mais incapables de tout geste de virilité pour l'attaque et la défense. Voilà la vérité, cette sanglante vérité qui, à mon avis, devrait soulever tout homme conscient, tout homme sachant penser et réfléchir.

L'assassinat des frères Rosselli par l'horrible machination qui le caractérise, par sa préparation d'une froide et sauvage bestialité, nous couvre de honte, nous ramenant à un passé qu'on croyait à jamais révolu. Mais pensez-vous que l'antifascisme, qui se dit puissant et invincible, bien entendu en paroles, a manifesté la moindre indignation, a eu la plus petite des révoltes en face de l'abominable forfait, en face de deux cadavres lardés de coups de poignard par des fascistes français aux ordres de la sinistre canaille qui se plaît à ensanglanter le monde?

Ce crime et les autres assassinats: Navachine, Mme Terreaux, Juif, etc., sans compter les dizaines de disparus par la main de la C.S.A.R. les attentats à la bombe et à la dynamite, Cerbère, Perpignan, Toulouse et autres endroits encore, ne disent-ils rien aux millions de conscients et organisés, ne leur font-ils pas pressentir la chaîne et la trique?

Franchement, nous trouvons inconcevable qu'on puisse accepter de continuelles provocations, de paires monstruosités, et rester indifférents! La riposte tarde trop à venir.

Est-il possible que des changements de ministères attirent votre attention, ouvriers français, vous passionnent jusqu'au délire, alors qu'il s'agit d'une simple lutte entre politiciens pour la conquête de l'assiette au beurre, cependant que l'assassinat atroce des vôtres qui, comme les Rosselli, ont donné tout à la cause prolétarienne, vous laisse indifférents? Est-ce parce qu'il s'agit d'Italiens? Mais ne voyez-vous pas que pour le capitalisme il n'y a pas de frontière dans le crime et l'exploitation, si bien que ces généreux fils de la liberté ont été mis à mort par des sicaires français aux ordres d'un dictateur étranger? Avez-vous par hasard confiance dans la justice et la police de Marianne, lesquelles pendant des mois et des mois laissèrent les assassins du peuple s'armer, laissèrent accomplir en toute liberté les pires crimes, pour poser maintenant en sauveurs de la république?

Sinistres farceurs, trafiquants de mensonges, serez-vous écoutés encore longtemps par ceux qui vous ont accordé leur confiance, croyant que véritablement vous travailliez à leur émancipation? Sans un prompt réveil d'énergies et de volontés d'action de la masse même, la catastrophe, la tragique défaite est à craindre. Travailleurs français, la menace qui pèse sur vous est grave. Debout avec une force invincible, debout contre la bête triomphante, debout avec toutes vos ressources! Le salut est en vous, rien qu'en vous, mais il faut agir sans tarder pour vaincre à jamais les cagouards et la cagoule.

DOMINGO.

## MOUVEMENT SYNDICAL

Pour une page syndicale.

Plusieurs camarades nous ont dit leur satisfaction de voir le *Reveil* s'intéresser aux affaires syndicales. Il sera cependant nécessaire, pour que la page syndicale vive, que nos amis, placés dans les différents syndicats du pays, envoient régulièrement un petit papier à la rédaction de ce journal.

Camarades, syndiqués!

N'attendez plus. Dès demain, pour le prochain numéro, écrivez, dites votre pensée à propos des problèmes qui se posent, toujours nouveaux et toujours les mêmes.

Cela nous permettra de populariser les idées libertaires parmi les syndiqués et d'en faire de véritables syndicalistes.

### A propos de l'adhésion de l'Internationale syndicale rouge.

Notre article concernant cette question était déjà écrit, lorsque nous avons eu connaissance de la *Revue syndicale suisse* et de l'article y relatif.

Nous n'avons absolument rien à retrancher à ce que nous avons dit. Peut-être un petit quelque chose à ajouter...

Le Comité directeur de l'U.S.S. est-il compétent pour prendre une décision de retrait de notre Centrale syndicale de l'Internationale? Nous ne le croyons pas. Cela aurait encore pour effet de faire passer les communistes pour des martyrs, auxquels l'on ne donne pas le droit de s'expliquer, etc., etc. Ils ne manqueraient pas non plus de faire remarquer que les syndiqués de l'U.S.S. sont à la merci d'un comité, et sont les victimes d'une nouvelle division.

Nous avons déjà dit que cela ne nous intéresse pas outre mesure, car après... ça continuera comme avant. La guerre fera ses ravages, le chômage aussi, et toutes les calamités d'un régime capitaliste — d'Etat ou particulier — se feront toujours sentir.

La solution ne réside donc pas dans le nombre de millions de membres d'une Internationale, mais dans la volonté et l'indépendance d'action des membres eux-mêmes.

### L'indépendance syndicale, vue par eux.

Un grand hebdomadaire français nous apprend que dernièrement s'est tenu à Paris une réunion des Comités syndicaux de la région parisienne. Rien d'étonnant à cela. Mais... oui, il y a un mais!

« La presse n'a rien à voir dans cette réunion », fut-il répondu au reporter du *Peuple*, organe officiel de la C.G.T., dont les syndicats parisiens font partie. Pour des raisons qui auraient pu à la rigueur être reconnues comme valables, le représentant du *Peuple* n'insista pas et se retira. Cependant, au moment de passer le seuil de la porte, il aperçut, bien installé, son « collègue » de l'*Humanité*, stylo en main.

Ce fut la rouspétance toute naturelle. Rien n'y fit. Le représentant du *Peuple*, organe de la C.G.T., dut « foutre son camp ». Après cela, on peut tirer l'échelle.

Evidemment, une Unité à ce prix-là, est bien, bien chère. Et il ne faut pas s'étonner qu'ailleurs on prenne certaines précautions élémentaires.

N'empêche que la confusion sera maîtresse tant que les syndiqués n'auront pas compris que les politiciens, tous les politiciens, doivent être remerciés... pour le bien qu'ils font, et doivent laisser les syndicats aux syndicalistes. Travaillons-y partout, dans tous les pays.

ADAT.

### La F.S.I. n'a pas couru...

Un moment de réjouissance s'était emparé des copains du Parti communiste à la lecture des premières nouvelles concernant la demande d'affiliation des syndicats russes dans la Fédération syndicale internationale. Ils ont dû déchanter aux dernières nouvelles. En effet, la F.S.I. prévoie contre l'entrée des Russes dans l'organisme syndical international. Les organisations de chaque pays devront se prononcer.

Le préavis défavorable est motivé par le fait que la Centrale russe n'a pas fait une demande normale d'adhésion, comme les premiers pourparlers le laissaient entendre, mais bien un cahier de conditions pour entrer dans la F.S.I.

A première vue, on ne saisit pas pourquoi les Russes imposent certaines conditions, alors que la bienséance aurait voulu qu'ils se considèrent sur un même pied de traitement que les syndicats des autres pays. C'est en tout cas assez prétentieux... Mais pour qui suit un peu l'histoire du mouvement syndical international, il n'y a là rien d'étonnant. Les syndicats soviétiques, c'est le nom. La chose est autre, elle pourrait être appelée: Staline et ses séides.

Evidemment, pour ces hommes qui ont pris la douce habitude de diriger leurs ouailles à la « manière forte » — restons polis — ce n'est pas trop engageant d'entrer dans un organisme où ils pourraient entendre de la bouche de camarades syndiqués, de dures vérités. Et comme ils devraient somme

toute les subir, le monde n'étant pas encore sous leur coupe, la situation deviendrait par trop scabreuse.

Le stakhanovisme, la liberté syndicale, les manipulations de milliers de tonnes d'essence à destination de Franco — via l'Italie — sont autant de sujets de conversations qui les mettraient dans de tout petits souliers... On comprend donc qu'ils aient voulu s'assurer de certaines garanties, que la F.S.I. refuse tout net dans son préavis. Ces restrictions de dernière heure, de la part des syndicats russes, la crainte d'être mis sur le même pied que chaque Centrale syndicale nationale, jettent un jour cru sur les intentions stalinienne. ADAT.

### La situation syndicale à Lausanne.

Ce titre est quelque peu prétentieux. Il s'agit plus spécialement de l'industrie du bois et bâtiment.

Actuellement, la F.O.B.B. négocie cinq contrats dénoncés dans les règles voulues. Un sixième, intéressant l'ensemble du pays, s'y ajoute: les maçons, manœuvres et terrassiers.

Pour aujourd'hui, parlons des cinq premiers. Il s'agit des ouvriers de l'industrie de la pierre, des parqueteurs, des menuisiers, des carreleurs et des paveurs-dameurs.

Les contrats dénoncés l'ont été dans le but d'améliorer les conditions de travail et les minimas de salaire.

Nous avons pu remarquer que tant qu'il s'agit de vétilles, ou presque — horaire hebdomadaire, minimas, etc. — cela va assez bien suivant l'opinion du moment. Mais dès qu'il s'agit d'approcher d'un peu près les mystères du patronat capitaliste, brrr!

Il s'agit tout particulièrement de la gageure des prix dont les causes sont connues: concurrence du « dehors », violation du contrat collectif par certaines entreprises, etc. Le syndicat apporte toute sa force pour limiter des dégâts dont souffrent en définitive les ouvriers. Et tout naturellement aussi, les ouvriers ont demandé de discuter cas échéant les prix des soumissions en collaboration avec les patrons. Quelle insolence! Comment? Des ouvriers discuter des prix de soumissions? Mais alors ils découvriraient... euh, quelle horreur, ma chère! Bref, on a compris. Du reste, on avait depuis longtemps compris.

C'est aussi la direction qu'il faudra donner à nos engagements en face du patronat. Lutter contre la concurrence déloyale, oui, mais aussi qu'il se persuade bien que, automatiquement, il nous donne le droit, qu'il faudra prendre s'il le faut, de nous mêler d'affaires qui étaient son fief.

Pour le moment, des pourparlers laborieux sont en cours. La situation est « normale » quoiqu'il ne faille pas se faire trop d'illusions et se préparer à toute éventualité.

IPSO.

## SUISSE

### Bâle

Une expulsion odieuse vient de provoquer une affreuse tragédie. Un ouvrier italien, Cadorin Giovanni, demeurant en Suisse depuis 46 ans, avait reçu l'ordre de quitter la Suisse le 18 janvier. Mais la veille déjà la police se présentait chez lui pour l'arrêter, si bien que l'expulsion devenait en réalité une extradition. Alors le malheureux dit: Vous ne me voulez pas vivant, vous me garderez mort! — et dirigeant un revolver contre sa tempe il tomba foudroyé.

Cadorin avait 65 ans, et lorsque le lendemain matin les camarades allèrent le chercher pour lui remettre le montant d'une collecte improvisée, ils se trouvèrent en présence d'un cadavre. Ils partagèrent ce montant entre frais de funérailles et aide aux enfants espagnols.

La férocité de notre police fédérale est vraiment révoltante. Comment retourner vieux, dans un pays dont on est absent depuis presque un demi-siècle? C'était la famine et les persécutions policières. Afin de ne pas entrer dans l'immense prison qu'est l'Italie, il ne restait qu'à s'évader par la mort.

### Bienne

Nous recevons de cette ville socialiste la lettre suivante:

Nous apprenons par citation du préfet de Bienne que notre dévoué camarade Werner Stoll va être condamné administrativement par le Conseil municipal à majorité socialiste à subir une année d'internement à St-Jean (Seeland). Cette peine, sans sursis, lui a été infligée sur rapport du préposé à l'Office du travail (un socialiste), parce que Stoll refusa de travailler pour un gain journalier d'environ 3 fr. 50, estimant qu'il ne pourrait jamais subvenir à sa famille (trois enfants), avec une paie si misérable. Les heures de travail ayant en plus été augmentées et la production exigée accrue, il quitta la place.

Fort de son droit, il formula ses doléances à l'Office du travail, mais il lui fut répondu qu'il n'avait pas de motif sérieux pour agir

comme il l'avait fait et qu'au surplus l'Office lui aurait accordé pendant un ou deux mois 1 ou 2 francs par jour. C'était un essai de réadaptation, vu sa longue inactivité dans sa profession.

Stoll, tout secours de chômage lui étant refusé et ne trouvant aucune autre occupation, s'adressa alors à l'Assistance.

Nous n'avons guère pu consulter le dossier de notre camarade, mais nous croyons que cette question de travail et d'assistance n'est qu'un prétexte. On veut tout simplement salir et disqualifier un militant qui n'est pas dans la « ligne ». Précédemment déjà, il eut à subir toutes sortes d'ennuis, de vexations et de provocations de la part des fonctionnaires socialistes ou des membres du Parti socialiste, comme, du reste, la plupart de nos camarades.

Nous avons aussi cherché à porter l'affaire devant les Prud'hommes. Au début le juge parut trouver inadmissible le traitement infligé à notre camarade, mais à la suite d'une conversation téléphonique avec l'Office du travail et après invitation à formuler un recours, tout fut classé.

De son côté, le préfet fit, samedi dernier, subir à Stoll un examen médical par un docteur ami ou parent. Après quoi le dossier bien dosé et conditionné sera envoyé au Conseil exécutif qui décidera. Son consentement serait-il douteux? C'est peut-être trop espérer.

— 0 —

En lisant de tels faits on croit rêver. C'est fort bien de viser à la réadaptation de quelqu'un, mais à la condition de ne pas le faire à des salaires de famine et en imposant un travail au-dessus des forces du réadapté.

Si l'on pense que tout cela est le fait de fonctionnaires et d'autorités socialistes, comment ne pas éprouver une véritable indigestion? Quels sont les traitements de ces messieurs et accepteraient-ils les conditions qu'ils prétendent imposer aux autres? Socialisme signifie aussi égalité et même dans un monde capitaliste, nul socialiste ne devrait admettre de trop grandes différences.

Que penser aussi de ces peines prononcées administrativement, sans garantie légale, contre lesquelles le socialisme a toujours protesté? Nous voulons espérer qu'on reviendra sur une telle énormité, en tout cas nous nous proposons de suivre de près l'affaire.

### Votations fédérales

Les bons électeurs suisses sont appelés à se prononcer le 20 février prochain sur trois changements constitutionnels.

Le premier vise à déclarer langue nationale le romanche, en plus de l'allemand, du français et de l'italien.

Notre Motta doit ignorer que Mussolini a déclaré que c'est une piètre plaisanterie que de parler de Romanches, il ne s'agit en réalité que d'Italiens dont le territoire devrait appartenir à l'Italie. Il est vrai que le romanche déclaré langue nationale ne sera toutefois pas langue officielle. Officiellement le fascisme peut continuer à réclamer tout le pays rhétien!

Le deuxième changement est dirigé contre la clause d'urgence, dont nos autorités ont usé et abusé, réduisant ainsi à néant le droit de referendum populaire. Chaque fois que le gouvernement était sûr d'être désavoué par le peuple, avec la clause d'urgence il se donnait d'avance raison! A remarquer toutefois que lorsque le Conseil fédéral était bien décidé à faire avaler un crapaud au peuple, il y a quand même et toujours réussi.

Le troisième changement est dirigé contre l'industrie privée des armements. L'Assemblée fédérale s'est pressée d'y opposer un contre-projet qui sera probablement accepté. Ceux qui au cours de la grande guerre ont gagné des centaines de millions en fournissant d'armements « les deux parties » ne veulent guère perdre une aussi grande source de profits éventuels. Aussi leurs valets des Chambres, sinon de chambre se sont empressés de leur donner satisfaction en ne réservant à l'Etat qu'un droit de regard et d'autorisation, facile à obtenir avec le lubrifiant ad hoc.

Presque un million d'électeurs vont se déranger pour ne rien changer.

## Fédération Anarchiste du Sud-Est

EN VUE DU CONGRES FEDERAL

L'organisation du congrès étant prévue pour les dates des 26 et 27 février, à Chambéry, avec un ordre du jour important, nous invitons les groupes et individualités à adresser leurs adhésions et leurs suggestions avant le 10 février, à Paul René, 1, avenue Berthelot, Romans (Drôme).

Ordre du jour proposé par la commission fédérale: 1. Compte rendu moral; 2. Compte rendu financier; 3. Unité d'action fédérale; 4. Développement du mouvement dans la région; 5. Etude et enseignement du mouvement espagnol; 6. Aide à l'Espagne; 7. Organisation de la fédération; 8. Divers.